

Un coup d'État mené par les institutions de l'UE : « La BCE a déstabilisé l'économie pour soumettre la Grèce aux exigences des créanciers »

vendredi 17 juillet 2015, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 17 juillet 2015).

Rosa Moussaoui - Avons-nous assisté ces dernières semaines, à Athènes, à un coup d'État financier, comme l'affirment nombreux observateurs, en Grèce et à l'étranger ?

Éric Toussaint : Oui et non. Ce qui était décisif ici tenait à des décisions politiques, prises par des instances politiques complices, bien sûr, des intérêts financiers. Ce n'est pas un coup d'État mené directement par la finance, mais par les institutions, la Commission européenne, les chefs d'État et de gouvernement des pays de la zone euro. L'Allemagne n'est pas seule impliquée. Il est clair que l'Espagnol Mariano Rajoy ou le Portugais Pedro Passos Coelho, sans parler des gouvernements finlandais ou letton, dévoués aux politiques néolibérales, tenaient à démontrer à leurs peuples respectifs que l'option présentée aux Grecs et aux peuples d'Europe par Syriza ne pouvait pas fonctionner. Il s'agit donc bien de décisions d'abord politiques. Il est clair que les grandes banques privées, les multinationales voulaient aussi obtenir la démonstration qu'il est impossible de tourner le dos à l'austérité. Mais il faut rappeler que les principaux créanciers de la Grèce sont aujourd'hui des créanciers publics. Les banques ne sont plus aux premières loges, elles l'étaient jusqu'en 2012, avant de se défaire des créances qu'elles détenaient. La restructuration de la dette en 2012 leur a permis de s'en tirer à bon compte. Aujourd'hui, la Commission européenne, la Banque centrale européenne et les États de la zone euro veulent absolument, en dépit de l'échec des politiques économiques imposées à la Grèce, que le pays reste sur les rails du néolibéralisme. Le FMI aussi, bien entendu, qui est aussi une instance politique.

Alexis Tsipras espérait, en contrepartie de sa capitulation sur les politiques d'austérité, obtenir des engagements sur un allègement de la dette. Les créanciers, eux, concèdent tout juste l'ouverture en 2015 d'une discussion sur un éventuel réaménagement de la dette à partir de 2022. Pourquoi cette intransigeance, alors que le FMI lui-même juge désormais la dette insoutenable ?

Éric Toussaint : À mon avis, il pourrait y avoir une restructuration de la dette avant 2022. Les créanciers disent « pas avant 2022 » parce qu'ils savent que ce plan ne va pas fonctionner, que le paiement de la dette sera insoutenable. Ils la restructureront, cette dette. Mais en conditionnant cette restructuration à la poursuite de réformes néolibérales. La dette est un moyen de chantage, un instrument de domination. Fondamentalement, dans le cas grec, ce n'est pas tellement la rentabilité qui compte pour les créanciers, même si elle existe. Ce qui les motive, c'est de démontrer à leurs propres peuples et à ceux des autres pays périphériques qu'il n'est pas question de dévier du modèle. □ Pour Hollande, pouvoir dire : « *Regardez, même Tsipras, même la gauche radicale ne peut sortir du carcan !* », c'est *a posteriori* et dans le débat français la justification de sa propre abdication, en 2012, sur la promesse de renégocier le traité européen sur la stabilité budgétaire.

Devant la violence de l'offensive des créanciers, Tsipras avait-il d'autres choix ?

L'alternative se résumait-elle à la sortie de l'euro ?

Éric Toussaint : Non, je ne le crois pas. Le choix n'était pas obligatoirement entre le Grexit et le maintien dans la zone euro assorti d'un nouveau plan d'austérité, en continuant à payer la dette. Il était possible de rester dans la zone euro en désobéissant aux créanciers par l'invocation du droit. Des violations de droits humains sont en jeu, ici. Il fallait suspendre le paiement de la dette ; réquisitionner la Banque de Grèce dont le gouverneur, nommé par Antonis Samaras, joue contre les intérêts du pays et, lancer une monnaie électronique complémentaire qui aurait pu aider à faire face à l'assèchement organisé des liquidités, tout en restant dans la zone euro.

Il fallait également 1. mettre en faillite les banques et les transférer au secteur public tout en protégeant les dépôts jusque 100 000 euros, en indemnisant les petits actionnaires et en récupérant le coût de l'assainissement du secteur bancaire sur le patrimoine global des gros actionnaires. 2. Baisser la TVA sur les produits et les services de première nécessité, baisser les impôts directs sur les bas revenus et patrimoines. Augmenter très fortement les impôts sur les revenus et le patrimoine des 10% les plus riches (en ciblant particulièrement le 1% le plus riche). 3. Arrêter les privatisations et renforcer les services publics.

Vu l'acceptation de l'accord funeste du 13 juillet par le parlement grec, la perspective de la sortie volontaire de l'euro est une option à mettre clairement en avant. De plus en plus de Grecs et de citoyens d'autres pays d'Europe comprennent qu'il n'y a pas de solution favorable aux peuples à l'intérieur de la zone euro. En cas de sortie volontaire de la zone euro, les mesures proposées plus haut restent parfaitement valables et doivent être complétées par une réforme monétaire redistributive (voir pour plus de détails : <http://cadtm.org/Grece-des-propositions>).

La BCE, instrument du coup d'État, inonde les marchés financiers de liquidités, dopant la machine à spéculer. Peut-on mettre la création monétaire au service de l'économie réelle, des besoins sociaux, du développement humain ?

Éric Toussaint : Bien sûr ! Mario Draghi n'est pas « indépendant ». Il est l'interface entre les grandes banques privées et les gouvernements de la zone euro. La BCE a déstabilisé l'économie grecque de façon délibérée, pour soumettre la Grèce à ses exigences et à celle des autres créanciers.

Entretien réalisé par Rosa Moussaoui, *l'Humanité*

Athènes, envoyée spéciale.

P.-S.

* Paru initialement dans l'Humanité (<http://www.humanite.fr/eric-toussaint>). Cette version a été revue et complétée pour le site www.cadtm.org par Eric Toussaint suite à l'acceptation de l'accord funeste du 13 juillet 2015 par le parlement grec.

* Eric Toussaint est maître de conférence à l'université de Liège, préside le CADTM Belgique et est membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est auteur des livres Procès d'un homme exemplaire, Editions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet du livre AAA, Audit, Annulation, Autre politique, Le Seuil, Paris, 2012 ; La dette ou la vie,

Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège Dernier livre : Bancocratie ADEN, Brussels, 2014. Il est coordonnateur de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015.